

## La participation politique: crise et/ou renouvellement\*

PIERRE BRÉCHON\*\*

**P**ARTICIPER À LA POLITIQUE CONSISTE à “faire acte politique” en espérant que cela aura un effet sur une collectivité donnée, depuis les échelons les plus locaux de la politique jusqu’à la sphère nationale ou internationale. Les actes politiques du citoyen peuvent être de nature fort diverse, depuis les actes qui consistent à manifester sa position ou son orientation politique dans un vote, ou en signant une pétition, en allant manifester, faisant grève, etc. D’autres actes politiques consistent à soutenir un parti ou une association politique en lui donnant du temps, de l’argent, en faisant la propagande autour de soi, etc. Si les actes politiques et citoyens sont très variés, il est difficile de porter un jugement global sur une éventuelle crise de la participation politique. On entend des diagnostics très sévères, répétés à satiété: comme toute la société, la politique serait évidemment en crise, et notamment la participation du citoyen. Nos contemporains délaisseraient la politique, ne s’occuperaient plus que de leur bonheur privé; alors qu’autrefois nos générations aînées auraient eu le sens de l’investissement collectif et de la générosité militante. De tels jugements sont souvent trop généraux et mythifient l’histoire passée. Je voudrais montrer qu’il n’y a pas de crise générale de la participation politique mais des évolutions de nature contradictoire. Au total il y a plutôt renouvellement des formes de participation politique que réelle crise. Passons donc en revue les principaux lieux

\* Le texte analyse les élections pendant la période qui va de 1980-2002, principalement les faits de 1990-2002. Pour approfondi sur l’information le lecteur pourra lire mon livre *La France aux urnes: cinquante ans d’histoire électorale*, La documentation fran\_aise, Paris, 2003.

\*\* Pour demander information à l’Institut d’Études Politiques de Grenoble, France, B.P. 4838040, Grenoble, cedex 9, tél.: 33 (0)4 76 82 60 37, fax: 33 (0)4 76 42 50 40, e-mail: pierre.brechon@iep.upmf-grenoble.fr.

où l'on pourrait déceler une crise de la participation politique, en commençant par la participation électorale<sup>1</sup> puisque le vote constitue un acte tout à fait particulier: c'est un acte officiel, le citoyen est invité régulièrement à s'exprimer par son vote, qui permet de désigner les représentants de la nation et des différentes collectivités locales.

Pour voter, il convient d'être inscrit sur les listes électorales puisqu'en France il n'y a pas d'inscription automatique, sauf à 18 ans. Le taux de non-inscription est donc un premier indicateur qui permet de mesurer l'évolution de la citoyenneté de nos contemporains. Tout indique une stabilité de cet indicateur dans le temps (11% en 1982, 9% en 1988, 1995 et 1997, 10% en 2002). Les Français font autant qu'avant l'effort de s'inscrire ou de se réinscrire après un changement de lieu d'habitation. On peut repérer deux catégories principales de non inscrits, les "marginaux" et les "mobiles". Toutes les populations mal insérées socialement ont tendance à ne pas se sentir concernées par la politique, qui ne changera rien à leur situation de frustration. Les non inscrits marginaux s'intéressent peu à l'actualité, ils sont à très bas niveau scolaire, à faible niveau de revenus et souvent en situation professionnelle précaire. La deuxième catégorie, celle des mobiles, est composée de personnes qui déménagent souvent et sont hyper-actifs dans la société. Par certains côtés, ils constituent donc une population complètement opposée à la première. Investissant beaucoup dans leur profession, ayant une vie sociale prenante, l'inscription administrative sur les listes électorales n'est pas leur priorité. Il s'agit d'une population urbaine, souvent jeune, de niveau scolaire élevé, appartenant à des catégories sociales moyennes ou supérieures. Ils sont d'autant plus mal intégrés dans une commune où ils viennent d'arriver qu'ils ne pensent pas y rester longtemps. Les étudiants non-inscrits appartiennent à cette catégorie qui tend à se développer, du fait des évolutions de nos sociétés.

La participation électorale tend effectivement à baisser, en France et dans de très nombreux pays occidentaux, depuis le début des années

<sup>1</sup> Pour davantage de précisions sur la participation électorale, on pourra consulter le chapitre "Non inscription, abstention, vote blanc et nul" dans BRECHON, 2003.

1990. On a pu hésiter au début sur l'interprétation du phénomène car le niveau de l'abstention dépend d'éléments conjoncturels (nature de l'élection, offre électorale, degré de mobilisation politique) et pas seulement de tendances lourdes. Aujourd'hui, avec le recul, le phénomène n'est plus douteux et peut être mis en évidence au niveau des élections législatives dans les différents pays européens (Tableau 1). De la fin des années 80 au début des années 2000, l'abstention progresse dans tous les pays, à l'exception du Danemark, souvent d'une dizaine de points. Cette évolution ne saurait être expliquée d'abord par une baisse de l'intérêt pour la politique. D'après les enquêtes sur les valeurs des Européens, de 1981 à 1999, l'intérêt pour la politique est stable en Europe.<sup>2</sup> Simplement il y a une petite baisse chez les moins de 30 ans, compensée par une légère montée chez les plus vieux. Les Européens sont de plus en plus instruits, ils connaissent de mieux en mieux les enjeux politiques, notamment par les médias. Leur politisation n'est pas vraiment à la baisse, mais ils sont plus dubitatifs et critiques à l'égard de la politique politicienne et de leur élites, comme on le précisera plus avant. Pour progresser dans l'explication de la montée de l'abstention, considérons de plus près les résultats français. La France fait aujourd'hui partie des pays européens où l'abstention est élevée (Tableau 1). Les records d'abstention ont été battus pour les élections présidentielles en 2002 (28.4% au 1<sup>er</sup> tour), pour les élections législatives également en 2002 (25.6% au 1<sup>er</sup> tour et 39.7% au second), pour les référendums en septembre 2000 (69.8% pour la réduction du mandat présidentiel à cinq ans), pour les européennes en 1999 (53%), pour les régionales en 1998 (42%), pour les municipales en 2001 (32.6% au 1<sup>er</sup> tour). Il n'y a que la participation aux élections cantonales qui semble assez bien résister.

Si l'abstention augmente, cela n'est pas dû à une progression de l'abstention permanente mais seulement de l'abstention intermittente. Pour les quatre scrutins organisés en 2002, on n'observe que 13% d'abstentionnistes constants (et 47% de votants constants).<sup>3</sup> Lorsqu'on

<sup>2</sup> BRÉCHON, 2002, pp. 95-128.

<sup>3</sup> CLANCHÉ, 2003.

est inscrit sur les listes électorales, même si l'on est "mal-inscrit" (car ne résidant plus depuis plusieurs années dans la commune concernée), on fait l'effort d'aller voter au moins périodiquement, pour les scrutins qui semblent les plus importants. La séquence de 2002 permet de montrer que l'intermittence du vote est très liée à l'âge (Tableau 2).<sup>4</sup> Pour le premier tour des élections présidentielles, qui pour toute une série de raisons conjoncturelles, s'est révélé peu mobilisateur, les moins de 35 ans sont très abstentionnistes (tout comme les étudiants et les chômeurs). On n'observe plus du tout ces relations au second tour. Dans un contexte d'opposition à l'extrême droite, les jeunes vont autant voter que les plus vieux. Mais ce regain de civisme électoral chez les jeunes est de courte durée. Cinq semaines plus tard, pour le premier tour des élections législatives, on retrouve de fortes disparités selon l'âge. Les enjeux de l'élection législative, qui met en scène des notables plus ou moins connus dans 577 circonscriptions, ne mobilisent pas les jeunes générations. Plus de la moitié des moins de 35 ans s'abstiennent. Les jeunes sont donc particulièrement touchés par l'intermittence du vote.

La montée de l'abstention doit en fait être expliquée par une évolution des valeurs politiques. Le sens du vote est en train de changer. Il était autrefois perçu comme un devoir impératif du citoyen. Un bon Français se devait d'aller voter. Ce sentiment existe toujours mais il s'est effrité et relativisé. La force de l'obligation s'est altérée. Le vote est aujourd'hui davantage perçu comme un droit que l'on exerce si l'on en saisit l'intérêt. Autrefois on allait voter par principe, même si on ne savait pas très bien le sens de son choix. Aujourd'hui, avant de déposer un bulletin dans l'urne, on veut avoir de bonnes raisons de le faire, on veut être sûr de voter "utilement". Dans le doute, on préfère s'abstenir. Le vote est donc devenu plus raisonneur, plus inquiet, plus fragile, moins constant et fidèle à une tendance politique. On observe une montée de l'indécision dans les semaines qui précèdent les élections. Cette indécision ne tient pas à une méconnaissance ou une incapacité à

<sup>4</sup> BRÉCHON, 2002. Voir aussi MUXEL, 2003.

comprendre la politique,<sup>5</sup> mais à un doute sur la crédibilité des discours et des programmes.

La crise de la représentation politique est bien réelle. La confiance dans les hommes politiques est très faible. Elle n'a jamais été forte en France mais elle s'est encore effritée ces dernières années (Tableau 3): les hommes politiques semblent de moins en moins comprendre les difficiles réalités que vivent les Français.<sup>6</sup> Un fossé entre le peuple et ses élites semble se creuser. D'après le panel électoral français de 2002 (vague pré-présidentielle), seulement 33% des Français pensent que leurs élus et dirigeants politiques sont plutôt honnêtes. Seulement 16% estiment que le résultat des élections permettra d'améliorer les choses en France (beaucoup 2%, assez 14%). Dans un tel contexte, il est étonnant qu'autant de personnes aillent encore voter. Cela s'explique par le sens de l'obligation qui, bien que s'effritant, existe toujours en partie. La montée de l'abstention intermittente s'explique en fait par le grand mouvement d'individualisation des valeurs dans les sociétés occidentales. Le vote se rationalise et s'individualise, ce qui fait à la fois sa grandeur mais aussi sa fragilité. Lorsque les gouvernants donnent l'impression de tous proposer le même genre de programme, ce qui est fréquent dans un univers politique mondialisé et où les groupes de pression ont un poids grandissant, il est très difficile de convaincre quasiment tous les citoyens qu'il est utile d'aller voter. Ils ne le font plus pour seulement attester leur appartenance à la collectivité, sans comprendre le sens de leur vote, comme ils le faisaient parfois autrefois.

Si la participation électorale est en baisse, comme l'est aussi l'adhésion et le militantisme partisan,<sup>7</sup> d'autres actes de participation se révèlent à la

<sup>5</sup> Le sentiment d'être compétent politiquement progresse même très nettement en France. En 1966, 59% des Français estimaient que "la politique, ce sont des choses trop compliquées, il faut être un spécialiste pour les comprendre". Ce pourcentage est tombé à 47 % en 1978 et 1988 et à 37% en 2002 (panel électoral français). Le sentiment d'incompétence politique ne concerne donc plus qu'un gros tiers des Français, contre presque les deux tiers il y a quarante ans.

<sup>6</sup> Les Français ont une perception très négative de l'avenir de leur société, alors que paradoxalement ils s'estiment individuellement comme plutôt heureux.

<sup>7</sup> La France est un pays où l'adhésion aux partis politiques est faible, comparée à d'autres pays européens. Il y a cependant eu des évolutions très sensibles du nombre d'adhérents selon les périodes. Dans l'euphorie de la Libération, le nombre d'adhérents est estimé entre 1.3 et 1.5 millions entre 1946 et 1948. Il décroît ensuite

hausse, et notamment tout ce qui relève de la participation dite "protestataire". On désigne ainsi toutes les formes d'action (pétitions, manifestations, grèves, etc.) par lesquelles les individus revendiquent auprès des autorités pour défendre une cause, qui peut être aussi bien sociale que directement politique. L'enquête sur les valeurs des Européens permet de dénombrer combien de personnes ont déjà participé à ce genre d'acte politique au cours de leur vie. Il s'agit d'actes évidemment plus rares et moins développés que le vote, beaucoup de personnes ne participant à la politique qu'à travers le choix des gouvernants. Présentons les résultats pour la France (Tableau 4). On découvre que la signature des pétitions et la participation à des manifestations, qui constituent des formes légales et pacifiques d'action, sont de plus en plus fréquentes. Les autres formes d'actions (boycott, grèves, occupation) sont stables. Elles sont probablement perçues comme trop contestataires et potentiellement violentes pour pouvoir progresser. Elles demandent aussi un investissement plus important en temps et énergie. On peut calculer un indice (par simple addition à partir des données précédentes) du nombre d'actes protestataires que chaque individu a déjà pratiqué. Alors que 50% des Français n'avaient aucune expérience de la protestation politique en 1981, il ne sont plus que 28% dans ce cas en 1999. Au contraire, 39% ont déjà pratiqué au moins 2 de ces actes, contre seulement 24% en 1981. Cette tendance est surprenante mais guère douteuse, elle se retrouve d'ailleurs dans pratiquement tous les pays européens. Ces Européens, que certains présentent comme de plus en plus nombrilistes, centrés sur eux-mêmes, ayant perdu le sens de la solidarité, participent pourtant de plus en plus à des actes politiques collectifs pour faire pression sur les pouvoirs, en faveur de causes extrêmement variées.

Là encore, le phénomène apparaît générationnel, comme pour la baisse de la participation électorale. Une analyse par cohorte de naissance le montre clairement (Tableau 5). Les générations âgées ne menaient pas beaucoup d'actions protestataires, contrairement à ce que l'on croit sou-

rapidement et fortement: il peut être estimé à 450 000 au début de la Vème République. Puis il va lentement remonter pour atteindre environ 900 000 au début des années 80. On assiste enfin à une nouvelle chute: une fourchette entre 4 et 500 000 est aujourd'hui plausible. BRÉCHON, 1999.

vent. Quelques grandes grèves, notamment en 1936, ont marqué les esprits. Mais la France restait largement conformiste et respectueuse des autorités. Les générations nées après guerre sont beaucoup plus contestataires.<sup>8</sup> Et, phénomène remarquable, cette progression continue avec les jeunes générations puisque 40% de la plus jeune cohorte de 1999 ont déjà eu au moins deux expériences d'action directe, alors qu'ils sont à peine insérés dans la vie active.<sup>9</sup> Les jeunes générations sont de fait de plus en plus socialisées dès leur jeunesse à l'action protestataire, notamment à travers l'expérience de la manifestation. Les manifestations lycéennes se sont développées en France à partir du début des années 70. Dans les manifestations anti-lepénistes de l'entre deux tours de 2002, les jeunes étaient extrêmement nombreux. On estime que 25% des 18-25 ans ont manifesté pendant cette période (source panel électoral français).<sup>10</sup> Et les jeunes étaient aussi très nombreux au printemps 2003 dans les manifestations contre la guerre en Irak. Ces expériences politiques sont certes éphémères, les adolescents ou jeunes adultes rassemblés sont loin d'avoir une claire conscience des objectifs poursuivis, des phénomènes d'entraînement et de suivisme à l'égard de quelques jeunes militants existent. Mais ces expériences manifestantes socialisent probablement ainsi à une certaine manière critique d'aborder la politique. Nos contemporains ne se mobilisent pas souvent pour la chose politique, ils préfèrent laisser agir leurs élites, ce qui ne les empêche pas de les critiquer. Mais, lorsqu'ils le jugent utile et important, pour une action limitée dans le temps, ils sont de plus en plus disposés à défendre directement leurs revendications sur la scène sociale et politique pour faire pression sur les autorités.

<sup>8</sup> La spécificité protestataire de la génération du *baby boom* (1946-1954), qui remet en cause les idées et modes de vie traditionnels, qui est la plus porteuse des événements de mai 1968, apparaît clairement sur les données de 1981: c'était alors la génération ayant la plus forte pratique protestataire. Cette spécificité est très atténuée en 1999 du fait du développement de l'action directe dans les générations voisines.

<sup>9</sup> Les générations âgées, peu protestataires, qui meurent progressivement, étant remplacées par des générations jeunes beaucoup plus protestataires, on devrait continuer à voir progresser les chiffres moyens pour la France dans les années à venir.

<sup>10</sup> Sur les attitudes politiques des jeunes, MUXEL, 2002; MUXEL, 2001.

Plus fréquente chez les jeunes générations que chez les anciennes, la participation protestataire est aussi plus développée chez les hommes que chez les femmes. Alors que la participation électorale est désormais la même pour les hommes et les femmes, la participation protestataire reste plus masculine (45% des hommes actifs ont déjà eu deux expériences protestataires contre 40% des femmes actives et 28% des femmes inactives), de même que l'intérêt pour la politique (même parmi les catégories de jeunes les plus diplômés, les jeunes hommes s'intéressent plus à la politique que les jeunes femmes). La participation protestataire est aussi plus forte parmi les personnes les plus diplômées et socialement favorisées (en 1999, 31% des ouvriers avaient une pratique d'au moins deux actes protestataires contre 55% des cadres supérieurs. Ce taux va de 28% chez les personnes à faible niveau scolaire contre 54% chez celles qui ont un niveau élevé). Ceci va contre de nombreux stéréotypes, engendrés par le marxisme: parce que plus exploités, les ouvriers ne pourraient être que les plus revendicatifs. Bien sûr, de grandes grèves ou manifestations ouvrières<sup>11</sup> symboliques, très médiatisées, ont pu donner crédit à cette idée, mais elle est démentie depuis longtemps par les enquêtes, ce que ne veulent pas voir certains spécialistes. Pourtant il est clair que les plus fortes manifestations de ces dernières années ne sont pas des manifestations ouvrières, mais des manifestations en faveur de l'école ou anti-le pen, qui rassemblent des catégories sociales variées, mais certainement davantage des classes moyennes et supérieures que des catégories populaires. Il y a aussi un lien entre participation protestataire et adhésion associative: de 32% chez ceux qui n'adhèrent à aucune association, la participation protestataire (toujours mesurée par au moins deux actes déjà pratiqués) passe à 60% chez ceux qui sont membres d'au moins deux associations. Les associations, même lorsque leur objectif est plutôt non politique (associations de services, par exemple en matière culturelle ou sportive) invitent de plus en plus leurs sympathisants à faire pression sur les pouvoirs à travers des actions directes. Mais les données montrent que

<sup>11</sup> Mais les manifestations à l'appel des centrales syndicales dites ouvrières sont en fait aujourd'hui surtout composées de classes moyennes.

les plus protestataires sont les adhérents à des organisations proches de l'univers syndical et politique. Il y a enfin des liens entre actions protestataires et orientation politique, les personnes d'identifiant à la gauche étant davantage protestataires que celles de droite. Cela dit, de 1981 à 1999, cet écart en fonction de l'orientation politique se restreint beaucoup.<sup>12</sup> La droite, qui avait la plus faible propension protestataire, rattrape en partie son retard. La manifestation et la pétition sont de plus en plus des pratiques routinisées, utilisées par toutes les catégories sociales et toutes les orientations politiques.

\*\*\*

Plus faible participation électorale, plus forte participation protestataire; les deux phénomènes touchent, peu ou prou, toutes les catégories de population, mais ils affectent beaucoup plus fortement les plus jeunes générations. C'est l'indice que les deux phénomènes sont en fait liés et expriment une même évolution de la culture politique. On passe d'un rapport à la politique assez conformiste, où on faisait volontiers confiance aux élites pour gouverner le pays, à un rapport beaucoup plus critique. On va moins voter parce qu'on n'en saisit pas toujours l'intérêt, mais on se fait volontiers davantage entendre sur des problèmes ponctuels, qu'il s'agisse de grandes causes (par exemple les valeurs de la démocratie à sauvegarder contre l'extrême droite raciste) ou de corporatismes catégoriels. La politique municipale est particulièrement emblématique de cette évolution. Un maire était autrefois assez libre de faire la politique qu'il voulait pour sa ville entre deux mandats. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Un maire reçoit beaucoup de courrier critique et de pétitions. Tout un réseau d'associations de quartiers se saisissent de tous les projets et font entendre des récriminations nombreuses. Il y a dans ces associations des militants, semi-professionnels de la politique, qui assurent une permanence

<sup>12</sup> En 1981, 11% de personnes les plus à droite avaient pratiqué au moins deux actes protestataires contre 55% des personnes les plus à gauche. Pour 1999, l'écart n'est plus que de 18 points: 40% chez les plus à droite, 58% chez les plus à gauche.

de la critique de l'équipe en place. A tel point qu'il devient difficile d'agir pour les équipes municipales et que certains dossiers traînent du fait des nombreuses critiques que toutes les hypothèses génèrent.<sup>13</sup>

On assiste donc à l'individualisation des valeurs: nos contemporains n'acceptent plus les idées toutes faites et les grandes idéologies des maîtres à penser, ils veulent se faire leurs convictions; ils ne veulent pas utiliser leur bulletin de vote pour donner des chèques en blanc à des leaders charismatiques; ils ne votent pour quelqu'un ou une tendance que lorsqu'ils sont convaincus du bien-fondé de ce vote. Et entre les scrutins, les plus militants voudraient pouvoir contrôler leurs élus, sinon en permanence, du moins dès qu'un sujet leur apparaît suffisamment important pour qu'ils s'y impliquent et agissent. On ne saurait donc parler de manière générale d'une crise de la participation politique. Il y a plutôt transformation du rapport des Français à la politique, qui sont plus parcimonieux dans leurs soutiens électoraux mais capables d'exprimer périodiquement leurs critiques sur les sujets les plus sensibles de la politique.

## BIBLIOGRAPHIE

BRÉCHON, Pierre

- 1999 *Les partis politiques*, collection Clefs, Montchrestien, France, 156 pp.  
 2002 "Des valeurs politiques entre pérennité et changement", dans Pierre Bréchon et Jean-François Tchernia (direction), *Les valeurs des Européens. Les tendances de long terme*, Futuribles, France, juillet-août, numéro spécial 277, pp. 95-128.  
 2002 "Comprendre les logiques de l'abstention", *Revue politique et parlementaire*, France, septembre-décembre, numéro 1020-1021, pp. 83-93.  
 2003 *France aux urnes*, 4a. éd., Les Études de la Documentation Française, France.

CLANCHÉ, Claude

- 2003 "Participation électorale au printemps 2002. De plus en plus de votants intermittents", *INSEE Première*, France, janvier, numéro 877.

<sup>13</sup> Le métier d'homme politique est aujourd'hui devenu beaucoup plus difficile, dans ce contexte de politique critique. Par exemple, en période de canicule ou d'incendie de forêts, les élus locaux, tout comme les responsables gouvernementaux, sont très vite critiqués s'ils sont en vacances. L'homme politique doit être au service de la population en permanence, tout comme un saint laïque.

MUXEL, Anne

- 2001 *L'expérience politique des jeunes*, Presses de Sciences Po, France.
- 2002 "La participation des jeunes: soubresauts, fractures et ajustements", *Revue française de science politique*, France, octobre-décembre, numéro 52/5-6, pp. 521-544.
- 2003 "La poussée des abstentions: protestation, malaise, sanction", dans Pascal Perrineau et Colette Ysmal (direction), *Le vote de tous les refus. Les élections présidentielle et législatives de 2002*, Presses de Sciences Po, France, pp. 125-160.

TABLEAU 1  
ÉVOLUTION DE L'ABSTENTION AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DES ANNÉES 80 AUX  
ANNÉES 2000 DANS L'UNION EUROPÉENNE

	<i>Années 80</i>		<i>Dernière élection</i>	
	<i>Année</i>	<i>Taux d'abstention</i>	<i>Année</i>	<i>Taux d'abstention</i>
Belgique*	1987	6.6	2003	12.0
Danemark	1988	16.0	2001	12.9
Luxembourg*	1989	12.6	1999	13.5
Italie	1987	11.1	2001	18.6
Autriche	1986	9.5	2002	19.5
Pays-Bas	1986	14.2	2003	19.7
Allemagne	1983	10.9	2002	20.9
Suède	1985	10.1	2002	21.0
Grèce*	1989	15.5	2000	25.0
Finlande	1987	27.9	2003	30.4
Espagne	1989	30.0	2000	31.3
France	1986	21.5	2002	35.6
Irlande	1987	26.7	2002	37.0
Portugal	1987	27.4	1999	39.0
Royaume Uni	1987	24.6	2001	40.6

\* Pays où le vote est obligatoire.

NB: Les pays sont classés par ordre croissant de niveau d'abstention à la dernière élection.

TABLEAU 2  
POURCENTAGE D'ABSTENTIONS DANS LES ÉLECTIONS RÉCENTES, SELON PLUSIEURS  
VARIABLES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES

	<i>Elections présidentielles</i>		
	<i>Premier tour</i>	<i>Second tour</i>	<i>Premier tour législatives</i>
Ensemble	27	19	35
18-24 ans	37	22	58
25-34 ans	36	26	54
35-44 ans	25	14	40
45-59 ans	22	16	21
60-69 ans	17	16	22
70 ans et plus	28	22	20
Salarié du privé	26	19	43
Salarié du public	25	20	36
Chômeur	46	18	51
Étudiant	39	19	53
Retraité	21	20	20
Revenus modestes	33	26	37
Revenus moyens	24	15	34
Revenus élevés	26	19	30
Bás diplôme	26	19	31
Baccalauréat	23	21	35
Diplôme supérieur	29	18	40

SOURCE: Sondages téléphoniques IPSOS le jour du vote, représentatifs de la population de plus de 18 ans, inscrite sur les listes électorales. 4044 individus pour le premier tour de la présidentielle, 2886 pour le second, 2925 pour le premier tour des élections législatives.

TABLEAU 3  
LES HOMMES POLITIQUES SE PRÉOCCUPENT-ILS DE CE QUE PENSENT LES GENS  
COMME VOUS?

	1978	1997	2000	2002
Beaucoup	5	3	7	2
Assez	31	15	18	15
Peu	44	46	37	51
Pas du tout	15	35	38	31

SOURCE: pour 1978, enquête électorale CEVIPOF; pour 1997, enquête CEVIPOF/CIDSP/CRAPS; pour 2000, enquête CEVIPOF sur la démocratie; pour 2002, panel électoral français (PEF vague pré-présidentielle sur 4107 personnes inscrites sur les listes électorales. Enquête CEVIPOF/CIDSP/CECOP avec l'aide du ministère de l'intérieur et de la FNSP).

TABLEAU 4  
PARTICIPATION À DES ACTES DE PROTESTATION SOCIALE, DE 1981 À 1999

<i>Avoir déjà</i>	1981	1990	1999
...signé une pétition	43	51	67
...participé à un boycott	10	11	12
...pris part à une manifestation autorisée	25	31	39
...participé à une grève sauvage	10	9	12
...occupé des bureaux ou des usines	7	7	8

TABLEAU 5  
 AU MOINS DEUX ACTES DE PARTICIPATION PROTESTATAIRE  
 PAR COHORTE DE NAISSANCE

	<i>1981</i>	<i>1990</i>	<i>1999</i>
De 1973 à 1981			40
De 1964 à 1972		29	35
De 1955 à 1963	27	32	45
De 1946 à 1954	38	44	47
De 1937 à 1945	21	40	40
De 1928 à 1936	23	27	36
De 1919 à 1927	21	21	22
De 1910 à 1918	16	17	
De 1901 à 1909	8		
Ensemble	24	32	39